

Alain Lipietz, économiste, porte-paroles des Verts

“ Un développement économique fondé sur la valorisation des richesses ”

Alain Lipietz est porte-paroles des Verts et exerce en tant que chercheur au CNRS. Auteur de nombreux ouvrages, il a longuement étudié le développement économique de la région Nord-Pas-de-Calais avant de s'intéresser à la Corse.

Dans quelle mesure vous intéressez-vous aujourd'hui à l'avenir de notre île ?
Dans mon livre intitulé " Les Régions qui gagnent ", je me suis intéressé à la question suivante :

Pourquoi certaines régions s'en tirent mieux que d'autres ? ". Et il se trouve que le succès économique qui caractérise certaines régions du Sud de l'Italie ou du Nord de l'Allemagne repose sur l'existence d'un sentiment communautaire. Une idée que l'on retrouve aussi chez les entrepreneurs qui oeuvrent pour le bien public de leur pays. La Corse fait justement preuve du même intérêt communautaire. Elle rencontre cependant de nombreuses difficultés notamment liées

à son isolement. Elle pourrait utiliser d'autres atouts comme sa beauté ou encore le fait qu'elle soit la seule région méditerranéenne riche en eau. Je crois que la Corse peut s'en tirer et l'écologie politique propose un modèle de développement unique fondé sur la valorisation des richesses naturelles dans le respect de son identité et avec l'assentiment de tous au service du bien commun, la solidarité y est tout à fait adaptée pour offrir un modèle de développement pour la Corse.

Sur quels grands axes repose le modèle de développement que vous préconisez pour la Corse ?

Ce type de développement doit passer par l'habitude de travailler ensemble entre entrepreneurs. Ce qui n'est facile à développer car il y a des rivalités de village qu'il va falloir dépasser. Mais si les Corses apprennent à travailler ensemble, ils peuvent devenir extrêmement performants dans plusieurs domaines tels que le tou-

risme diversifié, raisonné sur une plus grande partie de l'année, une agriculture de qualité, et la mise en oeuvre de techniques d'expérimentation en matière d'économie d'énergie et d'énergies renouvelables. C'est de cette manière que l'on pourra créer en Corse des emplois par l'initiative privée. Sans oublier que le rôle de l'Assemblée de Corse est primordial, notamment parce que la Collectivité peut aider à mettre en place des réseaux d'échanges d'expérience, des foires commerciales, etc.

Est-ce là la seule façon de concourir à la création d'emplois ?

Non, notre programme s'oriente vers deux autres axes en matière de développement économique. La création d'un nouveau type d'emploi actuellement expérimenté sous le titre d' "Emplois jeunes". Il suffirait pour cela d'utiliser l'argent destiné à la lutte contre le chômage en vue de subventionner de véritables emplois assortis de vrais contrats et d'un salaire digne. Ces nouveaux em-

plois pourraient concerner l'entretien de l'écosystème corse ou encore l'aide à domicile en milieu rural. Enfin une fois ces deux secteurs développés, il faudrait répartir ces emplois créés sur toute la population corse en misant sur la réduction de la durée du travail. Et là encore la Collectivité peut aider à la mise en place des 35 heures.

On parle beaucoup de fraudes en Corse. Quel est votre point de vue sur cet aspect des choses ?

Nous sommes les seuls à proposer un véritable schéma de l'Exécutif. En outre, il nous semble plus raisonnable de déléguer plus de souveraineté à l'Assemblée de Corse. Le jour où les Corses vivront de leur propre impôt destiné au développement de l'île, il y aura beaucoup moins de fraudes fiscales en Corse et les métropolitains cesseront de ricaner sur le modèle insulaire.

Propos recueillis par Véronique Cascio